



Madame, Monsieur,
Chers amis,

Je me sens particulièrement touché par les événements dont nous sommes témoins en Tunisie depuis quelques jours. Pas seulement parce que ma femme est franco-tunisienne et que ma belle-famille vit ces heures d'espoir mêlées d'angoisse, après 23 ans de dictature et de pillage de ce beau pays.

Depuis que j'ai dix-huit, je vis avec le sentiment d'être un citoyen du monde. Avec pour conséquence que je me sens concerné par tout ce qui touche mes frères et mes sœurs humains, quelque soit l'endroit de la planète. Je ne sais plus quel philosophe disait : « *Je suis un humain. Par conséquent, je me sens concerné par tout ce qui touche à l'humain.* » Je repense aussi à cette phrase du Christ (je rappelle que je n'appartiens plus à aucune religion, mais je n'ai pas jeté le bébé avec l'eau du bain) : « *Ce que vous ferez au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le ferez* ».

Je ne suis pas un analyste politique et je laisse cet exercice à ceux qui ont quelque chose de pertinent à dire. **Ce que je veux vous partager, c'est ce que représente, pour moi, ce mouvement qui est en marche.** Je me suis demandé : qu'est-ce qui a permis cette révolution ? Plusieurs éléments, d'après moi.

- Tout d'abord, le peuple tunisien est un des peuples d'Afrique du Nord parmi **les plus instruits et les plus éduqués**. Remarquons que le mouvement de protestation est venu massivement des jeunes adultes dont le niveau d'instruction est élevé ;
- Ensuite, les Tunisiens ont vécu avec la claire **conscience qu'ils vivaient dans une dictature**. C'était tangible, c'était palpable. Le pillage de la nation par la famille présidentielle, la corruption omniprésente, y compris de la police, tout cela ne laissait aucun doute pour ceux qui vivaient là-bas ;
- Depuis longtemps, les réseaux sociaux (comme Facebook, Twitter, etc.) et les moyens de communication (le taux de pénétration de la téléphonie est proche de 100 % en Tunisie) ont permis aux Tunisiens de tisser **des réseaux de solidarité et d'information**. Ce qui leur a permis de se transmettre des informations non manipulées de ce qui se passait réellement dans les rues. Ce qui leur a permis également de se mobiliser extrêmement rapidement lorsque le temps est venu, malgré le risque d'être tués, pour exiger le départ de Ben Ali ;
- Également, il a fallu un **élément déclencheur** : l'immolation de ce jeune diplômé qui s'était vu confisquer par la police ce qu'il vendait dans la rue pour survivre, tout simplement. Cet acte de désespoir a trouvé une résonance chez les centaines de milliers de personnes qui ressentaient depuis longtemps un ras-le-bol face à cette dictature corrompue ;
- Enfin (et c'est à souligner), le général Rachid Amar a refusé de mobiliser l'armée contre son propre peuple, ce qui lui a coûté cher personnellement, puisqu'il fut limogé...

Pour résumer, le renversement du dictateur a été permis parce que des individus étaient instruits, conscients (qu'ils vivaient dans une dictature), **reliés** (par les réseaux sociaux) **et solidaires** et parce que certains auxiliaires du pouvoir **ont choisi de faire passer leur sécurité personnelle derrière les valeurs élevées du respect des droits humains fondamentaux.**

En écho à cela, rappelons-nous que l'histoire nous a montré que **tous les coups d'États ont suivi à peu près le même scénario :**

- **fermeture immédiate des universités** (pour empêcher ceux qui pensent par eux-mêmes de réagir et de se mobiliser) ;
- **prise de contrôle des médias** pour manipuler l'information, et donc manipuler la masse du peuple (tout va très bien, dormez en paix bonnes gens, la situation est sous contrôle, votre bon père veille sur la nation) ;
- **interdiction des réunions publiques** (pour éviter la mise en place des réseaux de résistance, de solidarité et de mobilisation) ;
- **censure de tous les médias** d'information indépendants.

Pourquoi je vous parle de tout cela aujourd'hui ? C'est parce qu'en méditant sur les événements de ces derniers jours, je ne peux m'empêcher de faire des parallèles avec la situation que nous, les occidentaux des pays dits démocratiques, vivons en ce moment. **Car si nous osons regarder au-delà des apparences, nous devrions peut-être nous poser la question : vivons-nous dans une dictature ?** Dictature politique, dictature financière, dictature médicale, dictature scientifique, dictature judiciaire. Le problème, c'est que la grande majorité d'entre nous ne se pose pas cette question pourtant fondamentale : une dictature ne se serait-elle pas installée dans nos contrées, avec notre complicité involontaire et inconsciente ? Que nous vivions en Europe ou au Canada, la dictature ne cache-t-elle pas son vrai visage derrière des apparences de démocratie ? Posons-nous ces questions :

- **Vivons-nous dans une dictature politique ?** On peut se poser la question, quand on voit que les pays européens ont abandonné leur souveraineté pour se soumettre à l'Union européenne qui est dirigée par un conseil et un président désignés par l'élite mondiale, et non élus démocratiquement... Et quand on voit que le Canada, les États-Unis et le Mexique s'appêtent à vivre la même chose, à l'insu de la population et des élus politiques, il y a de quoi frémir...
- **Vivons-nous dans une dictature financière ?** Que dire, quand on voit que les pays ont abandonné leur pouvoir de battre leur propre monnaie, pour l'emprunter à des banques centrales privées qui chargent des intérêts qui, à eux seuls, alourdissent toujours plus le déficit et la faillite des nations ? Et comment penser autrement lorsqu'on voit que la faillite que les banques ont créée en menant des opérations spéculatives illégales a été, finalement, épongée par nos propres impôts, provoquant une paupérisation de plus en plus grande des populations et un enrichissement écoeurant de ces mêmes banques privées ?
- **Vivons-nous dans une dictature médicale ?** Comment qualifier cela autrement, lorsqu'on découvre que les gouvernements sont soumis aux exigences des compagnies pharmaceutiques en matière de santé publique et de vaccination, préférant favoriser la santé financière de ces dernières plutôt que la santé physique de leurs populations (les révélations sur le contrat de GSK dans le dossier H1N1 en est une illustration éloquente) ? Et que penser du fait que les experts qui formulent les recommandations en matière de santé publique sont, très majoritairement, financés par les compagnies pharmaceutiques elles-mêmes ?
- **Vivons-nous dans une dictature scientifique ?** On est en droit de s'interroger, en tout cas, lorsqu'on voit que des scientifiques honnêtes, motivés par le bien-être de l'Humanité, voient leur carrière brisée et leurs découvertes étouffées parce que leurs travaux menacent les intérêts économiques de certains groupes ou pire, pourraient redonner aux individus la maîtrise de leur propre vie en matière d'alimentation, de santé ou d'énergie...
- **Vivons-nous dans une dictature judiciaire ?** Plus que jamais, il est nécessaire de se poser la question, lorsqu'on voit que manifester contre un abus est assimilé à un acte terroriste ou criminel et qu'à présent, le simple fait d'être soupçonné d'être dangereux pour la sécurité nationale peut nous mettre en situation de garde à vue sans limitation de durée... L'existence de Guantanamo n'étant que la partie émergée de l'iceberg...

Bien sûr, nous n'en sommes pas au point de vivre ce que le peuple tunisien (ou d'autres) a vécu ces dernières décennies. Quoique. **Quand je reprends le scénario de l'installation d'une dictature** (fermeture des universités, contrôle des médias, interdiction des réseaux de solidarité et censure des canaux d'information alternatifs), **j'éprouve un étrange malaise.**

- Je me sens mal à l'aise lorsque je vois que **la qualité de l'enseignement s'est dégradée** de manière continue depuis trente ans, lorsque je vois qu'on supprime les cours d'histoire et de philosophie des programmes. Avec pour conséquence, que la majorité des jeunes est de moins en moins capable de penser par elle-même, de façon critique et intelligente, sans perspective et sans repères issus du passé ? Bien sûr, c'est moins brutal que la fermeture des

universités. Mais n'est-ce pas, en fin de compte, plus efficace ? Un peuple stupide, inculte et ignorant peut-il vraiment désirer se rebeller contre la dictature en place ?

- Je me sens mal à l'aise lorsque je constate que **les médias dominants** (presse écrite, radio et audiovisuelle) **sont devenus des instruments de propagande** au service des intérêts de cette élite minoritaire qui pille et saccage la planète entière. Et je m'interroge lorsque, jamais, une position discordante n'a voix au chapitre des journaux et des magazines, à propos des grands enjeux de ce vingt-et-unième siècle. Sauf s'il s'agit de lyncher, de ridiculiser, de diffamer cette position : alors là, tout à coup, les penseurs dissidents font la une de l'actualité (sans pour autant pouvoir s'exprimer eux-mêmes).
- Je me sens mal à l'aise quand je lis, dans l'évaluation de la gestion de la crise H1N1 (évaluations de l'OMS mais aussi de différents gouvernements) qu'une des choses à améliorer pour la prochaine pandémie, c'est **la censure et le contrôle des réseaux sociaux et d'Internet**, pour empêcher les opposants de discréditer le bien-fondé du principe vaccinal.

Je vous invite, sincèrement, à vous poser ces questions. Et à tenter d'y répondre avec votre propre discernement. **Je ne prétends pas détenir la moindre vérité à propos de ce qui se passe. Mais j'estime que c'est notre devoir à tous de nous informer, de nous former et de tirer nos propres conclusions.** Et d'adopter, à tout le moins, une attitude critique à l'égard des milieux politiques, financiers, médicaux, scientifiques, judiciaires et médiatiques.

Pour revenir aux Tunisiens, j'ignore si le départ de leur dictateur changera les choses fondamentalement. Je le répète - je ne suis pas analyste politique et mon propos n'est pas de fournir une analyse précise de la situation. **Mais ce que je ressens aujourd'hui, c'est un immense espoir pour nous tous. Parce que des individus ont appris à penser par eux-mêmes, parce qu'ils ont pris conscience de la situation dictatoriale dans laquelle ils se trouvaient, parce qu'ils ont tissé des réseaux d'entraide, de solidarité et de communication, ils ont pu se remettre debout, fièrement, sans violence.** Et faire tomber un dictateur qui semblait indéboulonnable il y a encore un mois.

Ce que les Tunisiens ont fait cette semaine, nous pouvons, nous aussi, le faire. C'est la raison pour laquelle je dédie ma vie depuis près de trente ans à informer et à former mes semblables, en leur apprenant à penser par eux-mêmes, à se soigner par eux-mêmes, à gérer leurs relations par eux-mêmes. Comme je le répète souvent : « *S'informer et se former est un acte de liberté et d'autonomie !* » L'exploit des Tunisiens m'encourage à diffuser encore davantage l'essence de mon travail, à travers de nouveaux livres et de nouveaux DVD en préparation, à travers le programme des nouvelles conférences et des nouveaux séminaires.

Ne désespérons pas. On pourrait croire que la dictature mondiale est à la veille de révéler son véritable visage. Mais contre l'instruction, la connaissance de la vérité, la conscience des manipulations et l'acceptation des risques, ils ne pourront rien faire, si ce n'est demander asile aux extra-terrestres (puisqu'il n'y aura plus de place pour eux sur cette Terre). Nous pouvons créer une meilleure vie, nous pouvons créer un meilleur monde.

Souvenez-vous de cette phrase de Gandhi que je répétais l'an dernier, pendant la crise de la grippe H1N1 : « **un individu conscient, éveillé et debout est plus dangereux pour le pouvoir en place que 10.000 individus endormis et apeurés.** » Le peuple tunisien nous a donné un exemple à suivre. Il nous a prouvé que reprendre notre vie en mains n'était pas une utopie : c'est à notre portée. À condition de le décider.

Plus que jamais, restons unis, conscients et debout

Jean-Jacques Crèvecoeur

Montréal (Québec)

www.jean-jacques-crevecoeur.com